

Détruire la misère, avec les premiers concernés

Dimanche 9 juillet 2023

Le 9 juillet 1849, Victor Hugo, jeune député de Paris et déjà célèbre auteur de théâtre, monte à la tribune de l'Assemblée nationale pour prononcer un discours qui entrera dans l'histoire : *« Je suis de ceux qui pensent et qui affirment que l'on peut détruire la misère ; remarquez-le bien, messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire. Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli ... Vous n'avez rien fait, tant que le peuple souffre ! »*.

Plus d'un siècle et demi plus tard, si les scènes de pauvreté crue décrites avec force par Hugo ont disparu, la misère, elle, reste tenace : dans la 7^e puissance économique en 2023, 11 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 2 millions survivent avec moins de 940 € par mois, 330 000 personnes sont sans domicile fixe, un chiffre qui a doublé en dix ans.

Notre connaissance statistique de la pauvreté a progressé, au plus haut sommet de l'Etat : nous savons compter le nombre de pauvres, d'exclus, de sans-abri. Tout responsable politique sérieux peut avoir accès à des rapports officiels, avec leurs lots de constats et de propositions. Mais comment expliquer que cette connaissance accrue ne se traduise pas par une plus grande efficacité à « détruire la misère » ?

Parce que si l'on connaît la pauvreté à travers ses seules statistiques, on n'en sait finalement pas grand-chose. Victor Hugo exhortait ses pairs à voir la misère non comme des échecs personnels mais comme une maladie sociale. Pour guérir notre société de ce mal, il devient urgent de se mettre réellement aux chevet des souffrants : il y a des vécus, des expériences, des ressentis qu'on ne peut mettre en chiffre ou dans des rapports parlementaires mais qui sont essentiels pour comprendre l'origine et la profondeur de ce mal social.

Vivre pauvre, c'est vivre avec une honte constante, celle d'être toujours celui qui doit demander, quémander, sans pouvoir à son tour contribuer. Cette honte isole, déclasse, rabaisse à une vitesse vertigineuse. Se sentir « moins que rien » est le quotidien des exclus. Les pauvres sont vus comme des nécessiteux, des assistés à qui manquent nourriture, vêtement, logement. Or, en les réduisant à leurs besoins matériels, on les prive de leur humanité : tout être humain a un besoin vital de relation, de reconnaissance, d'échanges culturels et spirituels désintéressés.

« A quoi bon me laver si personne ne me parle ? » pense la personne sans-abri. *« Est-ce que tout le monde va m'oublier à mes 18 ans ? »* se demande le jeune sans parent, placé par l'Aide sociale à l'Enfance. *« Est-ce que je fais encore partie de ce monde, si je ne compte plus pour personne ? »*. Comme

cette retraitée esseulée découverte momifiée dans son appartement, trois ans après son décès. Comme ces sans-abris qu'on déplace à la va-vite, pour faire place nette pour les JO de 2024, sans leur demander leur avis. Comme ces 611 personnes décédées dans la rue en 2022 et dont, pour certaines, personne ne sait même le nom ?

Les vies de pauvres ne sont pas de pauvres vies, comme l'a écrit si justement le philosophe Guillaume Leblanc dans son livre « La solidarité des éprouvés ». Et les épreuves terribles auxquelles ils sont soumis sont riches d'enseignements sur ce qu'il est essentiel de préserver et de réparer dans nos démocraties. Mais on ne peut pas le comprendre tant qu'on ne donne pas aux pauvres, aux premiers concernés, la possibilité d'exprimer leurs pensées.

C'est pourquoi *Les Oubliés de la République*, coalition d'associations de terrain œuvrant pour les personnes les plus exclues de notre société, s'est créée : pour faciliter et promouvoir leur prise de parole publique auprès des responsables politiques.

Dès ce mois de juillet, pour faire le « premier pas » et combler la distance entre deux mondes qui se parlent peu, nous lançons l'opération #ChaquePasCompte : des hommes et femmes politiques s'engagent à effectuer régulièrement des promenades avec la même personne « oubliée », partout sur le territoire. Nous assumons cette politique des « petits pas », qui demande du temps et de la patience : pour que les décideurs publics prennent le temps d'entendre des paroles et des raisonnements forgés par les difficultés de la vie et qu'ils agissent ensuite en connaissance de cause. Pour permettre aussi aux plus exclus de reprendre confiance en eux et en la légitimité de leur parole.

« *Tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli* », nous dit Hugo : notre démocratie commence à comprendre qu'il ne sera pas possible de répondre aux grands défis de notre monde sans une plus grande participation des citoyens à l'élaboration des solutions. La démocratie participative doit inclure les plus éprouvés d'entre nous. Et ainsi, rétablir une égalité de traitement entre citoyens, reconnaître ce que chacun peut apporter et, par la même occasion, répondre aux sentiments de déclassement, aux solitudes et aux besoins relationnels de notre société éclatée.

Signataires

Rodolphe BARON, Président fondateur de Solenciel

Lucie de CLERCK, Directrice générale d'Entourage

Elina DUMONT, Présidente des Oubliés de la République

Ayda HADIZADEH, Déléguée générale des Oubliés de la République

Thierry des LAURIERS, Directeur général d'Aux Captifs, la Libération

Jean-Damien LE LIEPVRE, Président d'Aux Captifs, la Libération

Lyès LOUFFOK, Vice-Président des Oubliés de la République

Diodio MÉTRO, Présidente de Repairs! 95

Gaëtan de ROYER, Co-Fondateur des Oubliés de la République

Pour en savoir plus : www.oubliesrepublique.fr